Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION DE LA PÊCHE DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Droits à paiement unique (DPU)

Formulaire de demande de prise en compte d'une fin de bail ou d'une fin de mise à disposition de DPU intervenant au plus tard le 15 mai 2011

7

Modèle à photocopier.
Merci d'écrire en MAJUSCULES
À faire parvenir à la DDT au plus tard le 16 mai 2011

Les soussignés,

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

_____

ci-après « *le Bailleur* » ou « *l'Associé* » identifié par le n° Pacage |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

et

NOM, PRÉNOMS, OU RAISON SOCIALE _____

ADRESSE _____

_____

ci-après « *le Preneur* » *ou* « *la Société* » identifié par le n° Pacage |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Déclarent que :

☐ le contrat de bail de DPU conclu en accompagnement du bail de terres entre le *Bailleur* et le *Preneur*,

ou

☐ la convention de mise à disposition de DPU en accompagnement de la mise à disposition de terres entre l'Associé et la Société,

a pris fin à la date du |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Il convient de joindre à ce formulaire une copie du contrat de bail de DPU ou de la convention de mise à disposition de DPU.

Les parties demandent qu'à la date de fin de bail ou de fin de mise à disposition, les DPU soient transférés du *Preneur* ou de la *Société* vers le *Bailleur* ou l'*Associé*.

Les DPU récupérés au titre de cette fin de bail ou de cette fin de mise à disposition sont les DPU objet du bail ou de la convention de mise à disposition mentionné ci-dessus, tels qu'ils figurent sur la notification définitive du *Preneur* ou de la *Société*.

Ils certifient que les renseignements figurant dans le présent formulaire sont sincères et véritables et joignent les pièces justificatives correspondantes.

FAIT EN |_| EXEMPLAIRES À _____ Le |_|_| |_|_| |2|0|1|1|

Signature des deux parties[1], précédée des mentions manuscrites « *lu et approuvé* ».

Pour chacune des parties, les signataires sont l'exploitant ou le gérant en cas de forme sociétaire, ou tous les associés en cas de GAEC.

LE PRENEUR ou LA SOCIÉTÉ[1] LE BAILLEUR ou L'ASSOCIÉ

Pièces justificatives à joindre :
– copie de la dénonciation ou de la non-reconduction du contrat du bail des DPU ou de la convention de mise à disposition des DPU à laquelle il est mis fin.

(1) En cas de conflit entre le *Bailleur* et le *Preneur* ou entre l'*Associé* et la *Société*, la signature du *Preneur* ou de la *Société* n'est pas indispensable si le *Bailleur* ou l'*Associé* fournit la preuve de la fin de bail ou de la fin de mise à disposition.

IMPRIMERIE NATIONALE ASP 2011 – 106726